

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
CCAP N°PAN-25037

Maintenance courante et évolutive, Attribution d'une licence d'exploitation pour la commercialisation et le déploiement, et Gouvernance nationale de l'application informatique Easydore® permettant de gérer les financements, personnels et projets recherche

POUVOIR ADJUDICATEUR :

Centre Hospitalier Universitaire de Nantes
Immeuble Deurbroucq - 5, allée Gloriette
44093 – NANTES CEDEX

Marché public passé selon une procédure avec négociation en vertu des articles L2124-3 et R2124-3 et R2161-12 à R2161-20 du Code de la Commande publique.

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| ARTICLE PRELIMINAIRE | 5 |
| ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE PUBLIC | 5 |
| ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES DU MARCHE PUBLIC | 5 |
| 2.1 MODE DE DÉVOLUTION (ALLOTISSEMENT) | 5 |
| 2.2 FORME DU MARCHE | 9 |
| ARTICLE 3. DESCRIPTION DES FOURNITURES ET PRESTATIONS | 10 |
| ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHE PUBLIC | 10 |
| ARTICLE 5. SOUS TRAITANCE | 11 |
| ARTICLE 6. DUREE DU MARCHE PUBLIC | 11 |
| ARTICLE 7. DELAI CONTRACTUEL D'EXECUTION | 12 |
| ARTICLE 8. VERIFICATIONS ET ADMISSION | 12 |
| 8.1 Responsable du suivi des livraisons | 12 |
| 8.2 Vérifications | 12 |
| ARTICLE 9. GARANTIE | 15 |
| ARTICLE 10. RESPONSABILITES ET ASSURANCES | 15 |
| ARTICLE 11. INVALIDITE D'UNE CLAUSE | 15 |
| ARTICLE 12. INTEGRALITE ET LIMITE DU MARCHE PUBLIC | 15 |
| ARTICLE 13. RESILIATION | 16 |
| ARTICLE 14. LITIGES | 16 |
| ARTICLE 15. CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU PRIX DES PRESTATIONS | 17 |
| ARTICLE 16. REVISION DES PRIX | 17 |
| ARTICLE 17. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT | 18 |
| 17.1 Avance | 18 |
| 17.2 Modalités de règlement : acomptes et règlements partiels définitifs | 18 |
| 17.3 Délai de paiement | 19 |
| 17.4 Présentation des factures | 19 |
| 17.5 Transmission des demandes de paiement | 20 |
| ARTICLE 18. PENALITES | 20 |
| 18.1 Pénalités pour retard | 21 |
| 18.2 Autres pénalités | 21 |
| ARTICLE 19. RETENUE DE GARANTIE | 21 |
| ARTICLE 20. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE COMPTABLE | 21 |

| | | |
|-------------|--|----|
| ARTICLE 21. | CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL | 22 |
| ARTICLE 22. | PROPRIETE INTELLECTUELLE, ET PROPRIETE DU LOGICIEL | 22 |
| | Article 22-1 propriété intellectuelle | 22 |
| | Article 22-2 Propriété du logiciel Easydore® | 22 |
| ARTICLE 23. | INTERESSEMENT FINANCIER RELATIF A LA LICENCE | 22 |
| ARTICLE 24. | REGLEMENTATION /RGPD | 23 |
| ARTICLE 25. | CLAUSE REEXAMEN | 23 |
| ARTICLE 26. | LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG/TIC | 23 |

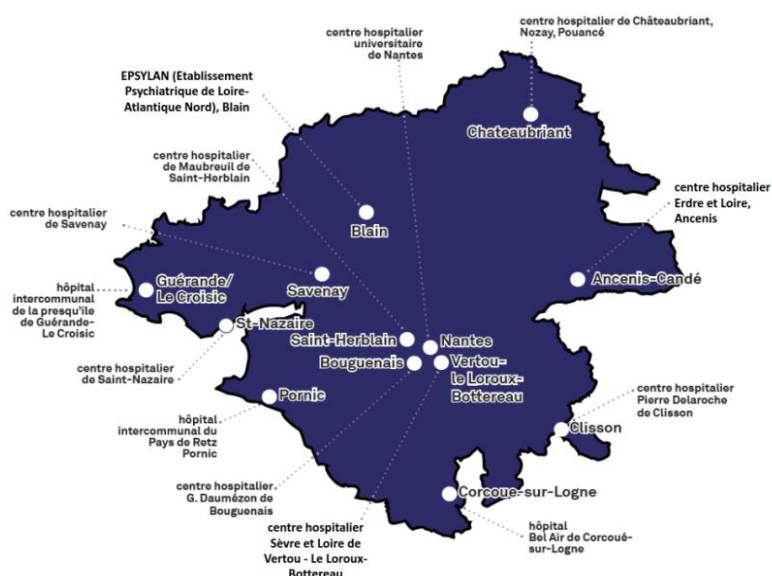
LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44) :

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants : CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézou (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Cité Sanitaire Nazairienne (CH Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;
- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants).



CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE PRELIMINAIRE

Le CHU de Nantes est propriétaire du logiciel Easydore®. Ce logiciel permet de gérer les financements, personnels et projets en lien avec la recherche clinique.

Le Logiciel est déployé dans d'autres établissements de santé (42 à début 2025).

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché concerne le CHU de Nantes.

Le présent marché public comprend :

- les prestations liées à la concession d'une licence **exclusive** d'exploitation du logiciel Easydore® qui sera de facto octroyée au Titulaire,
- les prestations de maintenance logicielle, corrective, adaptative et évolutive du logiciel Easydore® **pour le CHU de Nantes**
- des prestations complémentaires relatives au logiciel (formation, assistance à maîtrise d'ouvrage etc...)
- des prestations de prise en charge (phase transitoire de début de marché) et de réversibilité (fin de marché) en cas de changement du Titulaire de marché

Les définitions suivantes s'appliquent dans le cadre du marché :

- *La maintenance applicative* désigne les prestations qui consistent à conserver un programme informatique dans un état lui permettant de remplir sa fonction. Ces prestations de maintien en condition opérationnelle s'exécutent à titre préventif ou correctif. Elles peuvent également concerner des prestations d'évolution des logiciels (définition donnée par le CCAG-TIC article 38.13 pour la tierce maintenance applicative).
- Par *préventif*, on entend les mesures d'entretien exécutées pour éviter la survenance d'anomalies (CCAG-TIC article 38.1).
- Par *correctif*, on entend les mesures consistant à corriger les anomalies (CCAG-TIC article 38.1).
- Par *évolutif*, on entend les mesures de maintenance visant à faire évoluer ou à adapter une ou plusieurs applications, afin d'intégrer de nouvelles fonctions, d'en améliorer le fonctionnement ou de prendre en compte de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires (CCAG-TIC article 38.1).
- Par *adaptatif*, on entend les mesures de maintenance évolutive à caractère technique visant à conserver la compatibilité entre les composants logiciels de la solution lors d'une évolution de version de l'un ou de plusieurs composants.

ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES DU MARCHE PUBLIC

2.1 MODE DE DÉVOLUTION (ALLOTISSEMENT)

Le marché public est constitué d'un lot unique. Il comprend la réalisation de prestations informatiques et l'attribution d'une licence d'exploitation exclusive du logiciel Easydore®.

Le marché public est découpé en 7 composantes :

La composante C1 comprend les prestations de maintenance courante. Elle couvre de manière forfaitaire, pour les composants existants et à venir :

- la maintenance corrective,
- la maintenance adaptative et préventive ; le forfait proposé doit permettre au Titulaire de dégager chaque année 20 jours/an pour cette tâche (voir CCTP pour le fonctionnement),
- la fourniture des nouvelles versions et services packs (hors système d'exploitation),
- le support technique et la gestion d'incidents,
- l'assistance à la mise en production des nouvelles versions,
- l'assistance aux utilisateurs (niveau 2 : un seul interlocuteur au CHU de Nantes)

La maintenance courante est un **forfait de base annuel** couvrant les fonctionnalités de base d'Easydore et les modules activés de base), telle qu'elles existeront à la prise en main du Titulaire (fin 2025- début 2026) (cf. le détail des modules activables de base dans le CCTP article 13.2)

(à noter que des compléments de maintenance pourront être commandés via la composante C4, voir ci-après).

La composante C2 correspond à une maintenance évolutive forfaitaire annuelle comprenant le développement et le déploiement régulier de nouvelles versions du logiciel dans le cadre du Club utilisateur

Le forfait de maintenance évolutive de la composante C2 est une cotisation au club utilisateur Easydore. Chaque client vient abonder un fond commun appelé « fond Club » en début d'année. Chaque année, ce fond est utilisé par le Titulaire pour financer une ou plusieurs nouvelles versions majeure/mineures du logiciel (au minimum une fois par an, sauf avis contraire du club utilisateur)

Le contenu de ces nouvelles versions et l'accompagnement demandé au Titulaire (formation, etc...) seront définis et validés en club utilisateur en fonction du volume total de maintenance évolutive forfaitaire collecté par le Titulaire auprès des autres établissements clients d'Easydore (dépendant du nombre de participants, variable chaque année) (voir partie licence du CCTP, chapitre 13).

Ce forfait est donc **une avance** faite au titulaire qui permet le financement de prestations futures, mutualisées avec la communauté des clients Easydore. Voir article 8.2 Vérifications du présent document, ainsi que le CCTP.

- Développements d'états ou d'interfaces spécifiques, avec des systèmes internes ou avec des systèmes externes
- Développements d'évolutions spécifiques d'Easydore®
- Modernisation ergonomique de l'application (Angular)
- Mise à jour, évolutions, déploiement et intégration de l'univers Business Object
- Maitrise d'œuvre, conduite de projet, conseil, assistance au démarrage
- Déploiement, installation, paramétrage

- Intégration de l'application dans le système d'information de l'établissement, notamment mise en œuvre des interfaces et liens contextuels avec les composantes des Systèmes d'Information Hospitalier
- Formation et transfert de compétences des référents utilisateurs du système
- Formation et transfert de compétences des référents fonctionnels et techniques des services informatiques du CHU de Nantes
- Documentation technique et utilisateurs
- Toute autre prestation informatique associée demandée par le CHU de Nantes dans le cadre de l'installation d'une nouvelle version du logiciel Easydore ou d'un composant d'Easydore
- Projet Easydore collaboratif : Le CHU de Nantes souhaite mener à bien sur ce marché un projet nommé « Easydore collaboratif » qui consiste à organiser des échanges d'informations entre les instances d'Easydore installées chez les différents clients. Cela passera probablement par une solution technique de plateforme web. Tout ou partie de cette évolution pourra être financée par le Club Utilisateur, si celui-ci le décide, et pourra donc rentrer partiellement, ou totalement dans le cadre de la composante C2, mais pourra aussi être partiellement financée par le CHU de Nantes via la composante C4

Les tarifs appliqués pour les développements réalisés dans le cadre de cette composante seront les tarifs TJM prévus pour les autres établissements (voir Annexe financière), déposés dans le cadre de la composante 7.

La composante C3 correspond à des prestations d'assistance à maitrise d'ouvrage, à bons de commande

Il s'agit de prestations de support/accompagnement/formation utilisateur (voir CCTP)

La composante C4 correspond à des prestations complémentaires : fourniture d'évolutions et prestations complémentaires, à bons de commande

- idem composante C2, en dehors du cadre du club utilisateur.
- prestations diverses de formation, d'étude, d'assistance, d'expertise technique, de réalisation de traitements, de saisie ou requêtes spécifiques
- Hébergement de l'application
- Maintenance de **modules activables** :
 - **Modules existant** à la date du début du marché (liste dans l'Annexe financière et le détail des modules activables soumis à un coût de maintenance spécifique dans le CCTP paragraphe 13.2) ; les forfaits proposés seront annuels.

La maintenance de ces modules sera activée par l'émission de bons de commande annuels, dès livraison du module.

La facturation de ces maintenances complémentaires sera trimestrielle civile à terme échu, à part de la facturation de la Composante C1

- **Modules à venir** : dans le cas où le CHU de Nantes confierait au Titulaire la maintenance d'un nouveau module complémentaire activable d'Easydore®, un nouveau forfait annuel spécifique pourrait être appliqué, si l'importance de ce module justifiait une charge de maintenance courante supplémentaire. Ces nouvelles lignes feront l'objet de devis de la part du Titulaire, préalablement à la prise en maintenance et au développement du module avec l'indication de la

charge en jours-homme, le tarif journalier par profil (sur la base du tarif déposé par le Titulaire dans son offre initiale).

La maintenance de ces acquisitions sera activée par l'émission de bons de commande annuels, à compter de la fin de garantie de l'acquisition.

La facturation de ces maintenances complémentaires sera trimestrielle civile à terme échu, à compter de la fin de garantie, à part de la facturation de la Composante C1

- **Maintenance des développements réalisés sur le périmètre de la licence de base : compléments annuels, correspondant à des extensions de périmètre** apportées par des développements réalisés précédemment. Ces nouvelles lignes feront l'objet de devis de la part du Titulaire, préalablement à la prise en maintenance et au développement du module avec l'indication de la charge en jours-homme, le tarif journalier par profil (sur la base du tarif déposé par le Titulaire dans son offre initiale).

Ces compléments doivent permettre d'absorber les potentielles augmentations de périmètre et ainsi permettre au modèle économique de la maintenance de ne pas se dégrader malgré les évolutions réalisées chaque année, notamment dans le cadre du Club Utilisateur. Les compléments annuels ne pourront représenter + de 20% d'augmentation, sauf justification écrite acceptée par le CHU de Nantes.

Un mécanisme précis est proposé ci-après, mais le Candidat pourra l'amender ou en proposer un autre : pour chaque évolution financée par le club (C2) ou un établissement ou groupement d'établissements (C4), le Titulaire devra évaluer, en plus de la charge de développement, s'il existe un impact sur la maintenance, et si oui, le coût supplémentaire. Le supplément devra être justifié. Ce coût, divisé par le nombre de clients à date, déterminera un complément moyen par client. Il sera proposé et validé par écrit par le CHU de Nantes chaque année, et pourra ainsi être impacté l'année suivante (à l'issue de la période de garantie). Pour les évolutions impactant la maintenance (augmentation du périmètre), le coût supplémentaire sera de l'ordre de 15 à 25% du coût de développement des évolutions. Certaines évolutions ne justifieront pas d'augmentation de maintenance.

La maintenance de ces acquisitions sera activée par l'émission de bons de commande annuels, à compter de la fin de garantie de l'acquisition.

La facturation de ces maintenances complémentaires sera trimestrielle civile à terme échu, à compter de la fin de garantie, à part de la facturation de la Composante C1.

L'ensemble de cette composante fera l'objet de bons de commande :

- Annuels pour les maintenances
- Au fil de l'eau pour les autres prestations

La composante C5 correspond à la prestation de prise en charge (phase transitoire) de la maintenance du logiciel au CHU de Nantes en début de marché. Cette composante ne sera activée qu'en cas de changement de Titulaire, par un ordre de service. Elle est forfaitaire.

La composante C6 correspond à une prestation de réversibilité : transfert de compétences à l'issue du marché vers le Titulaire suivant le cas échéant. Cette composante ne sera activée qu'en cas de changement de Titulaire, par un ordre de service. Elle est forfaitaire (nombre de jours/homme).

La composante 7 correspond à la concession exclusive par le CHU de Nantes d'un droit d'exploitation du logiciel Easydore® au Titulaire.

La concession de licence implique pour le Titulaire la réalisation de prestations de déploiement et de maintenance pour les sous-licenciés et licenciés.

Elle comprend aussi la prise en charge en collaboration avec le CHU de Nantes de la gouvernance du logiciel au niveau national, via l'animation de la communauté des utilisateurs et d'un club utilisateur, et la réalisation annuelle d'évolutions communes financées par la maintenance évolutive payée par chaque client du logiciel, membre du club.

Les modalités précises selon lesquelles le CHU de Nantes concède au titulaire une licence d'exploitation au Titulaire seront fixées dans un contrat de licence conclus entre le CHU de Nantes et le Titulaire.

2.2 FORME DU MARCHÉ

Le marché prend la forme d'un accord-cadre composite mono attributaire. Il est composé d'une partie ordinaire conclu à prix global et forfaitaire et d'une partie à bons de commande conformément aux dispositions de l'article R.2162-2 alinéa 2 et des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, conclu sans minimum et avec un maximum 1 000 000 €HT.

Les composantes C1 et C2 sont ordinaires.

Les composantes C3 C4, C5 et C6 prennent la forme d'un marché à bon de commande :

- **Les composantes C3 et C4 s'exécuteront par émission de bons de commande.** Elles feront l'objet d'une proposition préalable de devis de la part du Titulaire. Ce devis sera établi sur la base des prix déposés par le titulaire dans son offre initiale.
- **Les composantes C5 et C6 feront l'objet d'un ordre de service en cas de décision de mise en oeuvre.**

Chaque devis sera ensuite soumis à l'acceptation du CHU de Nantes.

Le devis précisera :

- la description des composants et prestations
- les coûts associés (charges par profil) (ces coûts seront déposés par le titulaire dans son offre initiale).
- un planning détaillé de réalisation.

La liste des prix unitaires des modules logiciels, des composants et des prestations associées sera jointe à l'offre du Titulaire. Cette liste n'est pas exhaustive et pourra, le cas échéant, être complétée dans le cadre du devis.

Après accord du devis, un bon de commande sera établi par le CHU de Nantes. Ce bon de commande vaudra engagement forfaitaire de réalisation pour le titulaire du marché public.

Le CHU de Nantes procédera à l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins.

Ces bons de commande préciseront :

- la date de la commande,
- la référence au marché public,
- la désignation de la prestation commandée,

- la référence au devis du titulaire du marché, le cas échéant,
- le ou les prix unitaires nets HT,
- les quantités commandées,
- le montant total HT,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC,
- le délai de livraison ou la date de livraison,
- le lieu d'exécution des prestations,
- les conditions particulières d'exécution des prestations s'il y a lieu.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du Marché et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 3 mois après le dernier jour de validité du Marché.

ARTICLE 3. DESCRIPTION DES FOURNITURES ET PRESTATIONS

Les prestations objet du présent marché public sont décrites au CCTP.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHE PUBLIC

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et son annexe financière
 - Annexe financière
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières n°PAN-25037 et son annexe :
 - Annexe 1 CCAP RGPD.doc
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières n° PAN-25037 et ses annexes :
 - Annexe 2 CCTP Charte Fournisseur
 - Annexe 3 CCTP Sécurité
 - Annexe 4 CCTP technique - Accès Fournisseur
 - Annexe 5 CCTP technique - Architecture serveurs et stockage
 - Annexe 6 CCTP technique - Exploitation de la solution
 - Annexe 7 CCTP technique - Infrastructures réseaux
 - Annexe 8 CCTP technique - Postes de travail
 - Annexe 9 CCTP technique - Référentiel IAM et sécurisation du poste de travail
 - Annexe 10 CCTP Description fonctionnelle du logiciel Easydore
 - Annexe 11 CCTP Easydore_Presentation_Cadrage TMA Easydore
 - Annexe 12 CCTP Compléments au CCTP informations Easydore tarifs ; cahiers des charges ; fonctionnement club

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (TIC) (CCAG TIC – Arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1er avril 2021)
- L'Offre technique du titulaire

L'original de ces documents conservé dans les archives de l'administration fait seul foi.

Toute clause portée dans le(s) tarif(s), le(s) catalogue(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-TIC, la notification du marché comprend uniquement un exemplaire de l'acte d'engagement et de ses annexes.

ARTICLE5. SOUS TRAITANCE

Le titulaire du marché peut dans les conditions des articles **L.2193-1 à L2193-9** du code de la commande publique sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à conditions d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. La sous-traitance ne peut porter que sur les prestations.

Conformément aux dispositions de **l'article R.2193-1** du code de la commande publique, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant
- Les conditions de paiement prévues par le projet de marché de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie

Le titulaire devra également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés.

Lorsque le montant du marché de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant dûment agréé est payé directement pour la partie du marché dont il assure la prestation.

ARTICLE 6. DUREE DU MARCHE PUBLIC

Le marché public est conclu pour une période initiale allant du 13 novembre 2025 (ou de sa date de notification si elle est postérieure au 13/11/2025) jusqu'au 12 novembre 2027. Il pourra être reconduit tacitement 2 fois pour une nouvelle période d'un an, soit une durée maximum de 4 ans, périodes de reconduction éventuelle comprises. Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la commande publique ni prétendre à une quelconque indemnité.

En cas de décision de ne pas reconduire le marché, le CHU de Nantes en informera le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 2 mois avant l'échéance annuelle du marché, fixée à la date de notification du marché au titulaire.

Le titulaire du marché ne pourra en aucun cas prétendre au versement d'une indemnité du fait de la décision du CHU de Nantes de ne pas reconduire le marché.

ARTICLE 7. DELAI CONTRACTUEL D'EXECUTION

Les prestations de la composante 5 (prise en charge) ne devront pas excéder 3 mois à partir de l'émission par le CHU de Nantes d'un ordre de service.

Les prestations de la composante 6 (réversibilité) ne devront pas excéder 3 mois à partir de l'émission par le CHU de Nantes d'un ordre de service correspondant.

Le délai contractuel d'exécution des composantes 5 et 6 sera fixé dans chaque ordre de service.
Le délai contractuel d'exécution des composantes 3 et 4 sera fixé dans chaque bon de commande.

ARTICLE 8. VERIFICATIONS ET ADMISSION

8.1 Responsable du suivi des livraisons

Le contrôle de la conformité des livraisons faites au CHU de Nantes sera assuré par le/les responsable(s) du projet de la direction recherche ou son représentant, avec le soutien si besoin de la DSN (Direction des Services Numériques) du CHU de Nantes.

8.2 Vérifications

Pour la maintenance courante (C1), ainsi que les patches et correctifs :

Les prestations feront l'objet d'une vérification et d'une admission placées sous la responsabilité du/des responsable(s) du projet.

Pour les évolutions et les livraisons de logiciel des composantes C2 (Maintenance évolutive) et C4 (prestations complémentaires) (hors patch et correctifs) :

Mise en ordre de marche (MOM) :

La Mise en ordre de marche est prononcée lorsque les évolutions sont réceptionnées par le CHU de Nantes sur l'environnement de test.

La Mise en ordre de marche devra être prononcée dans un délai **maximum d'une semaine** à compter de la livraison.

Un PV de MOM sera contresigné par le/les responsables du projet.

Vérification d'aptitude :

Les travaux de vérification d'aptitude (VA) ont pour but de constater que la solution mise en œuvre et l'ensemble des documentations associées remplissent les caractéristiques prévues au titre du marché. Ils comprennent :

- les tests de validation selon les modalités décrites au CCTP sur les fonctions et les performances du module concerné ; des tests de simulation de la montée en charge devront être prévus afin de vérifier les performances attendues ;
- la vérification de la complétude et de la qualité des livrables prévus ;
- la vérification de la conformité des prestations prévues (par exemple, la formation).

Le CHU dispose d'un délai **de deux (2) mois** à compter de la date de signature du procès-verbal de Mise en Ordre de Marche pour notifier au titulaire par écrit soit une décision positive de vérification d'aptitude, soit une décision motivée d'ajournement ou de rejet. Pendant cette période,

les techniciens du CHU procèdent aux tests et vérifications, en collaboration avec le Titulaire qui dispose de cette même période pour optimiser le paramétrage d'installation et pour procéder aux corrections des anomalies qui auraient été signalées par le CHU.

Pendant l'étape de vérification d'aptitude, le titulaire aura en charge la correction des anomalies bloquantes perturbant le déroulement de la vérification. Une fois les modifications effectuées et testées (non-régression incluse), le titulaire devra assurer la livraison et l'installation de ceux-ci sur la plate-forme correspondante. Il aura également à charge de gérer les versions correspondantes, ainsi que les environnements.

Les anomalies non bloquantes devront également être traitées par le titulaire dans un délai compatible avec le délai global de vérification d'aptitude et faire l'objet de tests et de livraison d'une nouvelle version.

Des échanges réguliers auront lieu pour analyser les résultats des tests et déterminer le degré de gravité des anomalies détectées ainsi que les modalités de correction et de fourniture d'une nouvelle version.

Pendant la VA, le titulaire assurera également l'assistance technique nécessaire au bon déroulement des tests (mise en place et gestion des environnements, gestion des versions, support technico-fonctionnel, etc...).

Dans le cas où la vérification est positive, la vérification d'aptitude de la version concernée est prononcée et le CHU de Nantes peut procéder à la vérification de service régulier. Cette vérification d'aptitude peut comporter des réserves. Celles-ci devront impérativement être levées dans le cadre de la vérification de service régulier avant la réception définitive des prestations.

Un PV de VA (livraison en production) sera contresigné par le/les responsables du projet.

Si la vérification est négative, le CHU de Nantes prend une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour présenter les prestations mises au point. Une nouvelle période de vérification d'aptitude est alors déclenchée, le CHU disposant de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications.

Vérification de service régulier :

La vérification de service régulier (VSR) a pour but de constater que la solution mise en œuvre est capable d'assurer un service régulier dans des conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions et performances prévues au titre du marché.

La régularité du service s'observe pendant une **durée de trois (3) mois** à partir de la date de signature de la VA. Le Titulaire devra pendant cette période corriger toute anomalie jugée bloquante ou majeure relevant du domaine fonctionnel ou des performances que lui aurait signalée le CHU de Nantes. La VSR est notifiée au titulaire par écrit et comporte soit une décision positive de vérification de régularité du service, soit une décision motivée d'ajournement ou de rejet.

Le service sera réputé régulier :

- si la durée cumulée des indisponibilités imputables à des pannes en relation avec la prestation demandée ne dépasse pas, au cours de chaque semaine de la durée de la VSR, 1 % de la période d'utilisation effective (24h sur 24, 7 jours sur 7),

- si les performances ne sont pas dégradées, en volume réel et grandeur réelle, de plus de 30 %,
- et s'il ne demeure pas d'anomalie bloquante ou majeure.

La présence du Titulaire n'est pas indispensable mais il s'engage à intervenir à la demande du CHU de Nantes afin de corriger les anomalies rencontrées dans les conditions suivantes :

- Correction des défauts identifiés, tests de non-régression et livraison de l'application dans un délai maximum de 48 heures ouvrées si l'anomalie est considérée bloquante par le CHU de Nantes ; en fonction de la nature des anomalies, il pourra aussi être envisagé et convenu d'un commun accord entre le Titulaire et le CHU de Nantes un délai de livraison d'une nouvelle version de l'application rassemblant plusieurs corrections d'anomalies ;
- Support du CHU de Nantes sur les aspects d'exploitation et d'administration de l'application.

La vérification de service régulier est notifiée au titulaire du marché par écrit.

Si la décision est positive, le CHU de Nantes prend une décision de réception des prestations qui vaut admission définitive.

En cas de vérification positive, un PV de VSR sera signé pour admission définitive.

Si la décision est négative, le CHU de Nantes prend une décision motivée d'ajournement de réception avec réfaction ou de rejet.

Par dérogation à l'article 33.2 du CCAG TIC, le silence gardé par l'acheteur ne vaut en aucun cas admission tacite des prestations ou acceptation des observations faites par le titulaire.

Particularité de la composante C2

Le forfait de maintenance évolutive de la composante C2 est une cotisation au club utilisateur Easydore. Chaque client vient abonder un « fond Club » en début d'année. Ce fond est directement versé au Titulaire. Le Titulaire tiendra la comptabilité précise de ce « fond Club » (recettes / dépenses) et partagera trimestriellement au CHU de Nantes un état du fond.

Chaque année, ce fond est utilisé pour financer une ou plusieurs nouvelles versions majeure/mineure du logiciel. En fonction des financements réunis en année N (dépendant du nombre de participants, variable chaque année), le club vote en année N et priorise un lot d'évolutions qu'il souhaite voir ensuite développés par le Titulaire en année N+1.

Ainsi le vote tient lieu de précommande au Titulaire. Le CHU de Nantes, en tant qu'éditeur, pilote ensuite la mise en commande des développements priorités, en regard du montant disponible sur le « fond Club » jusqu'à épuisement du budget du « fond Club ». La commande ne donnera pas lieu à une facturation complémentaire puisque le titulaire a déjà reçu les fonds.

La prestation est donc réalisée après le paiement, et les vérifications ne sont faites qu'après paiement du forfait de maintenance évolutive.

A noter que si « fond Club » n'est pas entièrement dépensé, le reliquat est systématiquement reporté pour l'année suivante.

L'utilisation du fond est suivie au fil de l'eau et un rapport annuel des développements faits pour le club est demandé au Titulaire.

Si le montant des prestations réalisées au titre de cette composante est inférieur aux sommes versées, il sera demandé au titulaire de rembourser les sommes trop perçues.

Voir les détails opérationnels dans le CCTP et l'annexe 12 du CCTP.

Pour les prestations complémentaires de C4 (hors évolutions) pour les prestations de C3 (assistance à maîtrise d'ouvrage) et pour les prestations de C5 (prise en charge) et C6 (réversibilité) :

L'admission des prestations de ces composantes est réputée tacite si toutes les conditions suivantes sont remplies :

- réalisation de la prestation
- remise du bon de livraison par le prestataire contresigné par le/les responsables du projet
- fourniture et validation au CHU (sous un délai de 7 jours) des livrables prévus à la commande (spécifications, documentation, rapport, étude, etc..).

En cas de non réalisation de ces conditions, un procès-verbal avec réserves, est émis par le CHU. Si les réserves sont bloquantes, le paiement ne pourra pas être déclenché.

ARTICLE 9. GARANTIE

Il est fait application de l'article 36 du CCAG-TIC.

Les composants acquis dans le cadre des composantes C2 (maintenance évolutive) et C4 (prestations complémentaires) sont garantis 1 an à compter de la livraison.

ARTICLE 10. RESPONSABILITES ET ASSURANCES

En matière de responsabilité, il sera fait application de l'article 8 du CCAG/TIC.

Conformément à l'article 9 du CCAG/TIC, le titulaire du marché doit justifier d'une police d'assurance couvrant les dommages de toute nature pouvant affecter les personnes ou les biens et engager sa responsabilité du fait :

- ☐ de l'activité de ses agents,
- ☐ des moyens mis en œuvre pour la réalisation des prestations,
- ☐ du mauvais fonctionnement des composants, sous réserve que ces composants soient utilisés conformément au mode d'emploi.

ARTICLE 11. INVALIDITE D'UNE CLAUSE

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché public étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Les Parties procéderont alors sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'accord de volonté existant au moment de la signature du présent marché.

ARTICLE 12. INTEGRALITE ET LIMITE DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché public, assorti de ses annexes, exprime l'intégralité des obligations des parties. Aucune des dispositions des présentes ne peut être modifiée, altérée, complétée, modifiée, ni aménagée, que ce soit en totalité ou en partie, sauf par un écrit signé par les Parties.

ARTICLE 13. RESILIATION

Il sera fait application des clauses du chapitre 8 du CCAG/TIC en cas de décision de résiliation du marché par le CHU de Nantes.

Conformément à l'article 50 du CCAG/TIC, en cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, le CHU de Nantes pourra faire exécuter la prestation par un tiers aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 14. LITIGES

Le présent marché est soumis au droit français. Il sera fait application de l'article 55 du CCAG/TIC. Dans l'hypothèse d'un différend entre les Parties quant à l'application du présent contrat, à son interprétation ou à son exécution, le titulaire du contrat s'engage à notifier à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception une lettre de réclamation exposant les motifs du désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées, conformément à l'article 55.2 du CCAG/TIC.

Pour le cas où les parties ne parviendraient pas à un accord amiable, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Nantes.

CLAUSES FINANCIERES

ARTICLE 15. CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU PRIX DES PRESTATIONS

Les prix de référence sont les prix forfaitaires et unitaires nets hors taxes fixés dans l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement, qui détaille l'ensemble des coûts de maintenance, les prix de journée par profil sur site et à distance, les licences, les redevances.

Pour les composantes 1 et 2, les prix sont des prix forfaitaires.

Pour la composante 3, les prix sont des prix unitaires.

Pour la composante 4, les prix sont :

- des prix forfaitaires pour la maintenance des modules activables
- des prix forfaitaires pour la maintenance des acquisitions en cours de marché ou bien des prix déterminables selon une règle de calcul fixée dans le marché (Exemple: Prix de la maintenance = 15% du coût d'acquisition du module ou développement)).
- des prix unitaires pour les autres prestations

Pour les composantes 5 et 6, les prix sont des prix forfaitaires.

Le titulaire ne pourra facturer de frais de déplacement ou d'hébergement en sus du prix déposés.

Le détail du prix des prestations doit faire apparaître le prix unitaire HT et TTC.

L'offre fera apparaître le taux et le montant de la T.V.A. au jour de remise des offres.

Les prix de règlement des prestations s'entendront toutes taxes comprises, au taux de TVA en vigueur au dernier jour du mois faisant l'objet de la facturation. Ils seront réputés comprendre toutes charges fiscales et parafiscales.

ARTICLE 16. REVISION DES PRIX

Composante C2 Maintenance évolutive

Le forfait de la composante 2 (maintenance évolutive) est ferme, il ne pourra être modifié qu'après accord écrit entre le Titulaire et le CHU de Nantes.

Le forfait ne pourra être pas modifié, ni à la hausse, ni à la baisse, sans l'accord du Titulaire.

Pour le forfait de base annuel de la composante C1, la C3 (Prestation d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage) et la C4 (prestations complémentaires) (ainsi que les tarifs jour/homme utilisés dans le cadre de la composante C2 pour chiffrer les développements) :

Les prix unitaires nets HT sont fermes pour la première année de marché puis révisibles annuellement à la date anniversaire de celui-ci, selon la formule suivante :

$$P1=0,25 PO+(0,75 P0 \times S1/S0)$$

P1 = montant après révision (année N)

P0=prix applicable au jour limite de dépôt des offres, pour la première révision. Pour les années suivantes : prix appliqués l'année (N-1) précédant l'année de révision (N)

S1 = Indice SYNTEC de l'année (N-1) publié 3 mois avant la date de révision (date révision année N)

S0 = Indice SYNTEC de l'année N-2 (par rapport à l'année N) et du même mois que l'indice S1

L'indice Syntec est publié par la Maison de l'ingénierie (Fédération Syntec).

La demande de révision des prix peut être initiée par l'une ou l'autre des parties au marché. La Partie à l'initiative de la demande transmet à son cocontractant la demande de révision 1 mois au moins avant la date d'effet de la révision.

A défaut de transmission d'une demande, le marché s'exécutera dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour la révision et sans que le Titulaire ne puisse formuler aucune réclamation.

Il ne pourra y avoir de rattrapage de révision sur N+1 en cas d'oubli de transmission de la demande de révision sur N.

Composante C5 (phase de prise en charge transitoire)

Les prix forfaitaires nets HT de la composante 5 sont fermes.

Composante C6 (réversibilité)

Les prix forfaitaires nets HT de la composante 6 sont révisables annuellement selon la formule ci-dessus.

Composante C7 (attribution d'une licence d'exploitation)

Pour la composante 7, l'ensemble des tarifs liés à Easydore pour la Communauté ne pourront être modifiés qu'après accord écrit entre le Titulaire et le CHU de Nantes.

Les prix de licence (achat du logiciel, hors prestations) que proposera le Titulaire aux sous-licenciés sont fixés et fermes, ainsi que les forfaits de maintenance évolutive proposés aux établissements client.

Tout nouveau prix non présent dans l'offre initiale (pour une nouvelle version du logiciel, un nouveau type de client, à l'étranger), devra être approuvé par le CHU de Nantes.

ARTICLE 17. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

17.1 Avance

Dans le respect des dispositions des articles L2191-2 et R2191-3 à R2191-19 du Code de la Commande Publique, une avance de 5 % est accordée au titulaire, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement (Option B du CCAG-TIC).

Le paiement de l'avance intervient sur présentation d'une demande écrite. Son montant ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

17.2 Modalités de règlement : acomptes et règlements partiels définitifs

Les prestations du présent marché seront réglées selon les modalités suivantes :

Pour la composante C1 :

Facturation trimestrielle à terme échu, sans bon de commande

Pour la composante C2 :

Facturation annuelle terme à échoir, sans bon de commande

Pour les commandes de C3 et C4 :

Acquisitions sur bons de commande :

30 % du montant du bon de commande à la MOM,

50% du montant du bon de commande à la VA,

et 20% du montant du bon de commande à la VSR

Maintenance des acquisitions sur bons de commande annuels, le cas échéant :

Facturation trimestrielle civile à terme échu (à compter de la fin de garantie pour les nouveaux développements complémentaires acquis pendant le marché)

Pour la composante C5 :

Sur ordre de service

Vérification qualitative et quantitative des prestations et des livrables définis au cours de la phase et par la signature d'un procès-verbal mettant fin à cette phase : 100% à la signature du PV.

Pour la composante C6 :

Sur ordre de service

Vérification qualitative et quantitative des prestations et des livrables définis au cours de la phase et par la signature d'un procès-verbal mettant fin à cette phase : 100% à la signature du PV.

17.3 Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du code de la commande publique.

Dans le respect des applications de l'article L2192-13 du Code de la commande publique, dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement, le retard de paiement fait courir, de plein droit, des intérêts moratoires dont le taux est fixé par voie réglementaire.

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-TIC.

17.4 Présentation des factures

Outre les mentions légales, les factures établies par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation du titulaire (*nom ou raison sociale, adresse complète, numéro de SIRET*)
- La désignation du destinataire de la facture (nom et numéro SIRET) avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement

- Le numéro de la facture : *numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries*
- Le numéro du marché
- En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture et le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

17.5 Transmission des demandes de paiement

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la Commande Publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à l'ensemble des fournisseurs.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures, les paramétrages du CHU de NANTES sont les suivants :

- ⇒ Le code Siret du CHU de Nantes : 26440013600471
Notre établissement est identifié sur le portail comme « CHU NANTES »
- ⇒ Le code service « **Informatique** » OBLIGATOIREMENT. (NB : Cette information est mentionnée sur tous nos bons de commandes, dans la zone dédiée à l'adresse de facturation, sous la mention CHORUS PRO.)
- ⇒ Le numéro d'engagement (référence interne de notre commande) doit être renseigné dès lors qu'un bon de commande est transmis en amont. Cette référence est alpha numérique, commençant par une ou deux lettres. EX : S141352

ARTICLE 18. PENALITES

Les pénalités indiquées ci-après sont cumulables.

Elles seront appliquées sans mise en demeure préalable.

Le titulaire du marché s'obligera à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui sera signifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans le cas contraire, elles pourront être directement déduites des différents paiements effectués au profit du titulaire par le CHU de Nantes.

18.1 Pénalités pour retard

Hors les délais contractuels ci-dessous, si les délais contractuels sont dépassés par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues à cet effet à l'article 14.1.1 du CCAG/TIC.

Par dérogation à l'article 14.2.6 du CCAG/TIC, les pénalités suivantes seront appliquées :

- pour les bugs bloquants : 500 € / jour de retard
- pour les bugs non bloquants majeurs : 200 € / jour de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/TIC, les pénalités suivantes seront appliquées :

- les développements commandés via le club (dans la cadre de la composante C2) doivent être livrés dans les 12 mois suivant le vote/la décision du club : chaque jour de retard fera l'objet d'une pénalité de 500 € par jour de retard.
- pour retard de livraison des livrables documentaires prévus dans la gouvernance du projet : 100 € / jour de retard

Les pénalités sont plafonnées à 10% de la composante ou du bon de commande concernés.

Par dérogation à l'article 14.1.3, aucune exonération ne sera accordée.

18.2 Autres pénalités

L'absence de fourniture d'une nouvelle version annuelle, fera l'objet d'une pénalité de retard de 1000 € / jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du C.C.A.G.-TIC, le montant de cette pénalité est plafonné à 25% du montant total des maintenances évolutives collectées auprès des membres du club par le Titulaire l'année concernée.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du C.C.A.G.-TIC, l'absence de la journée annuelle de la communauté Easydore : pénalité de 10 000 euros.

ARTICLE 19. RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 20. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE COMPTABLE

Les renseignements relatifs à l'imputation des dépenses, au nantissement, à la désignation de l'ordonnateur et du comptable assignataire sont mentionnés à l'acte d'engagement.

CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 21. CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer par son personnel le secret professionnel sur les informations et les documents auxquels il a accès pendant la réalisation de ses prestations.

Le Titulaire ne pourra remettre sans l'autorisation préalable du CHU de Nantes, des documents confidentiels à d'éventuels sous-traitants. En cas de remise autorisée, ces derniers seraient tenus aux mêmes obligations que le Titulaire.

Tout support, comportant des informations confidentielles confiées au titulaire par le CHU de Nantes devra lui être remis en fin de marché.

L'obligation de confidentialité continuera après l'expiration du marché. Elle devient caduque si l'information tombe dans le domaine public en dehors de toute intervention du titulaire.

Cette obligation étant essentielle, en cas de non-respect de la clause de confidentialité, le CHU de Nantes pourra résilier le marché immédiatement sans préavis et de plein droit sans préjudice des dommages et intérêts qu'il pourra réclamer.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

ARTICLE 22. PROPRIETE INTELLECTUELLE, ET PROPRIETE DU LOGICIEL

Article 22-1 propriété intellectuelle

Sous réserve de l'application de l'article 22-2 ci-dessous concernant la propriété du logiciel Easydore®, s'agissant des règles en matière de propriété intellectuelle, il est fait application du chapitre 7 du CCAG TIC (articles 43 à 46).

Le régime des droits de propriété intellectuelle et des droits de toute autre nature relatifs aux résultats est celui prévu par l'article 46 du CCAG TIC.

Les résultats et livrables fournis au cours des prestations du titulaire sont la propriété du CHU de Nantes.

Ainsi, les résultats qui sont des logiciels font l'objet d'une cession pour les besoins découlant de l'objet du marché dans les conditions prévues à l'article 46 du CCAG TIC.

La cession, à titre exclusif, de l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats doivent permettre au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales.

Article 22-2 Propriété du logiciel Easydore®

Voir CCTP, partie 13 et plus particulièrement 13.6

ARTICLE 23. INTERESSEMENT FINANCIER RELATIF A LA LICENCE

Le paiement de l'intéressement se fait sur présentation d'un titre de recettes du CHU de Nantes que le Concessionnaire doit acquitter dans un délai de trente (30) jours.

Le non versement de cette redevance dans les délais prévus donne lieu de plein droit et sans mise en demeure préalable, au paiement d'intérêts calculés au taux de l'intérêt légal de la Banque de France.

L'intéressement financier versé au CHU de Nantes donne lieu à TVA.

L'intéressement financier peut être révisé à tout moment en fonction des variations des conditions économiques du marché, ainsi que des évolutions des tarifs appliqués par le Titulaire, après accord écrit des 2 parties.

ARTICLE 24. REGLEMENTATION /RGPD

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données (RGPD) »).

Le titulaire du marché s'engage notamment à respecter les clauses contractuelles décrites dans l'annexe RGPD jointe au présent document, en particulier s'agissant d'un traitement de type 1.

ARTICLE 25. CLAUSE REEXAMEN

1) En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché public à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché public sera résilié aux torts du titulaire initial.

2) En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, à la demande du CHU de Nantes en tant qu'établissement support du GHT, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations d'un ou des membre(s) du GHT 44 est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

En cas d'accord du titulaire du marché public, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale du marché.

ARTICLE 26. LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG/TIC

| Articles du présent CCAP | Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé |
|--------------------------|---|
| Article 4 | Article 4 (Pièces contractuelles) |
| Article 8 | Articles 29, 30, 31, 33 (Vérifications) |
| Article 18.1 | Article 14.1.1, 14.1.3, 14.2.6 (pénalités) |
| Article 18.2 | Article 14.1.2 (pénalités) |